

beaucoup accompli depuis le mois de septembre 1939, mais nous n'avons jamais livré, même jusqu'à présent, une véritable guerre totale. A plusieurs reprises le premier ministre a préconisé la guerre totale, mais, plus que tout autre Canadien, il s'est trouvé gêné, limité, restreint par ses propres engagements.

Le ministre de la Défense nationale (M. Ralston), il y a quelques mois seulement, a fait une déclaration émouvante en termes éloquents. Je cite :

Je crois que nous serons vainqueurs, non seulement parce que nous le disons, mais parce que le Canada, de concert avec les autres démocraties, prendra toutes les mesures efficaces possibles pour détruire les forces du mal, bannir la menace d'esclavage et permettre aux hommes libres et à leurs familles de jouir de cette liberté que nous de ce dominion considérons comme une chose normale, jusqu'au moment de la déclaration du présent conflit. Il ne peut plus en être ainsi. Le Canada est menacé, tout aussi bien que le reste de l'univers.

Voilà de nobles paroles, mes concitoyens. Cependant, le ministre est entravé par les promesses du ministère, ce qui l'empêche d'atteindre le but qu'il décrit de façon si éloquente dans la citation que je viens de lire. Tous les membres de cette Chambre et tous les citoyens sensés de ce pays savent que dans cette heure de grande crise nationale nous devons, chacun en son for intérieur, conclure que la guerre totale s'impose, peu importe les conséquences, et ainsi je demande donc au Parlement de prendre, et de prendre immédiatement, les mesures nécessaires en face de cette crise.

Ce qui est arrivé à Pearl-Harbour peut se produire à Esquimalt. Ce qui est arrivé à 160 milles au large de Halifax peut se produire à Halifax même, et les événements qui se sont déroulés à 60 milles au large de Long Island ne sont pas impossibles à Sydney, Saint-Jean ou Québec. Le sort du Canada, de l'Australie, de l'Empire britannique, de toutes les démocraties et de la civilisation démocratique se joue présentement dans la presqu'île de Malacca, aux Philippines, en Libye, dans les neiges de Russie, et il se jouera peut-être en Grande-Bretagne prochainement, si l'on entre l'invasion au printemps.

Et que doit être notre contribution? Je réponds par les paroles que M. Churchill a prononcées dans cette enceinte il y a moins d'un mois en présence de la plupart d'entre nous. Je cite :

Les ennemis que nous affrontons en ce moment. . . ont voulu la guerre totale: Voyons à ce qu'ils soient servis à souhait.

Parlant à Washington devant le Congrès de cette grande démocratie M. Churchill a dit :

Si nous faisons un effort total, si nous ne négligeons rien, si nous mettons ensemble tous les hommes, tous les cerveaux, toute la virilité, la

valeur et la puissance du monde de langue anglaise, ainsi que ceux de ses nombreux et loyaux amis, au service du bien commun ou de l'Etat, nous pouvons être réunis par le bien si simple qui est le bien suprême.

Puis, pour revenir au discours qu'il a prononcé ici même, M. Churchill a résumé dans ces paroles éloquentes le devoir de chacun et de tous. Je cite encore :

Point de place aujourd'hui pour le dilettante, le faible, l'embusqué ou le paresseux; la mine, l'usine, le chantier maritime, la haute mer, les champs à cultiver, le foyer, l'hôpital, la chaire de science, la tribune sacrée,—de la plus importante à la plus humble, ces tâches sont d'un mérite égal. Toutes sont nécessaires.

L'ennemi, a dit M. Churchill, a voulu la guerre totale: Voyons à ce qu'il soit servi à souhait. Et que fait le Canada pour que l'ennemi soit servi à souhait? Le premier ministre a déclaré, pas seulement une fois, mais à plusieurs reprises, que la guerre totale exige l'effort total. Mais, notre effort est-il total? N'est-il pas plutôt entravé par des restrictions dangereuses qui nous paralysent; des restrictions imaginées par le Gouvernement lui-même et posées par lui sans aucun mandat du peuple; des restrictions qui ne seraient pas posées aujourd'hui à la lumière de la situation actuelle; des restrictions enfin qui empêchent la réalisation des promesses que le Gouvernement a faites à la fin de la première et facile période de notre effort de guerre qui devait être une contribution modérée, une participation modérée?

Depuis quelques mois j'ai parcouru le pays de Halifax à Victoria, et je me suis employé de mon mieux à sonder l'opinion publique. J'ai prêté une oreille aussi attentive que possible. Durant cette période les événements se sont succédé avec une tragique rapidité. Nous avons eu Hong-Kong. L'incident de Pearl-Harbour s'est produit. Ces événements tragiques ont modifié énormément l'opinion publique dans toutes les parties du Canada. Il y a plusieurs mois, lorsque le premier ministre commença à parler d'effort total, nous ne pensions pas que cela s'appliquait à chacun de nous mais plutôt au voisin. Mais je suis convaincu aujourd'hui que, sans une mobilisation totale, sans la mise en service et la mise en commun de toutes les ressources, tant en hommes qu'en matériel, de notre pays et de toutes les démocraties, nous ne pouvons pas faire une guerre totale et nous risquons peut-être de voir la victoire nous échapper.

Je poserai à la Chambre et à la nation deux questions: Le Canada a-t-il mobilisé toutes ses ressources matérielles? Le Canada a-t-il complètement mobilisé son capital humain, hommes et femmes, en vue d'une guerre totale? Voilà, encore une fois, deux questions